

## Mayotte à l'horizon 2011

Le 23 novembre 2010, l'Assemblée nationale a définitivement adopté les deux projets de loi qui feront de Mayotte le 101<sup>e</sup> département français. Mayotte sera la première collectivité unique de l'article 73 de la Constitution, à la fois département et région d'outre-mer à compter du prochain renouvellement du conseil général, en mars 2011.

Le partenariat CEROM publie à cette occasion une étude synthétique intitulée « Mutations et évolutions de l'économie mahoraise à la veille de la départementalisation ». A la lumière de l'expérience des DOM, elle esquisse une réflexion sur les conséquences économiques de la politique de rattrapage menée dans le cadre de l'évolution institutionnelle.

Cette étude est disponible en téléchargement sur notre site Internet ([www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)) Mayotte – Publications-Études CEROM

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

### Conseil de surveillance de l'IEDOM

Le Conseil de surveillance de l'IEDOM s'est réuni le 23 novembre 2010 à Cayenne sous la présidence de M. Didier Bruneel, représentant du gouverneur de la Banque de France, et en présence de M. Yves Barroux, directeur général de l'IEDOM.

Le Conseil a passé en revue l'activité de l'IEDOM en 2010. L'état d'avancement du plan de continuité d'activités a été présenté. Le Conseil a par ailleurs examiné l'exécution du budget de l'IEDOM pour 2010 et voté les budgets pour 2011.

Le 24 novembre, une réunion économique s'est tenue avec la participation de personnalités appartenant à la sphère publique et au secteur privé. Cette séance de travail a été dédiée à l'analyse de l'économie guyanaise et notamment, sur la base d'un exposé du directeur local de l'INSEE, à l'impact de l'évolution démographique sur cette économie.

### Outre-mer :

#### 1 – Crédits de la mission outre-mer

L'Assemblée nationale a adopté les crédits de la mission outre-mer pour 2011. Ils s'élèvent à 1,98 milliard d'euros en crédits de paiement, en baisse de 2,3 % par rapport à 2010. Les crédits de la mission outre-mer représentent une faible part de l'effort global de l'Etat pour l'outre-mer (16,2 milliards d'euros).

Les députés ont également adopté l'amendement du Gouvernement relatif à la cession gratuite des terrains de l'Etat pour la construction des logements sociaux.

#### 2 – Commissaires au développement endogène

Marie-Luce Penchard, ministre chargée de l'outre-mer, a présenté le 23 novembre 2010, les trois commissaires au développement endogène : MM. Bernard Couteaux (La Réunion et Mayotte), Christian Claudon (Guyane), Jean-Rémy Cauquil (Antilles).

La fonction de commissaire au développement endogène a été créée par le Comité interministériel de l'Outre-mer pour une durée de trois ans et placée sous l'autorité de la ministre. Chaque commissaire sera chargé dans son territoire d'affectation de développer les productions locales, en structurant les filières, et de favoriser l'insertion économique des territoires de l'outre-mer dans leur environnement régional. Ils seront également chargés d'étudier les conditions d'un développement endogène. A cette fin, un fonds d'étude doté de 2 millions d'euros a été décidé dans le budget 2011.

### Comptes nationaux trimestriels

Selon les premiers résultats publiés par l'INSEE, le PIB français en volume progresse de 0,4 % au troisième trimestre 2010 après 0,7 % au deuxième trimestre. La croissance de la consommation des ménages accélère (+ 0,6 % contre 0,3 %). Celle de la formation brute de capital fixe (FBCF) ralentit (+0,5 % après 0,9 %), avec l'investissement des sociétés non financières qui décélère et l'investissement immobilier des ménages qui accélère.

Les exportations progressent de 2,5 % (après 2,6 % au trimestre précédent) et la croissance des importations est en hausse à 4,1 % (contre 3,9 %). La variation des stocks contribue à hauteur de 0,3 point à la croissance (après 0,6 point).

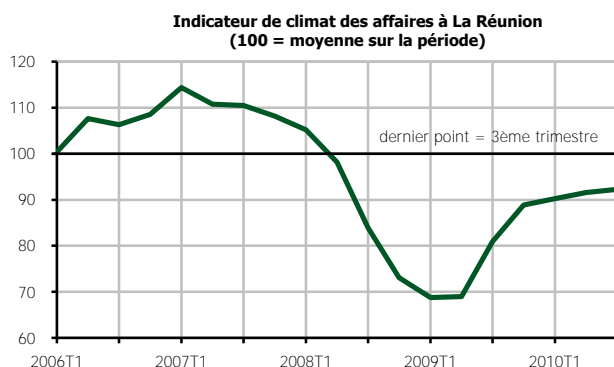
### Publications

#### Quelle garantie pour vos dépôts ?

La nouvelle édition du mini-guide n° 6 de la Fédération bancaire française est disponible en téléchargement sur : <http://www.fbf.fr/Web/internet2010/content.nsf/DocumentsByIDWeb/8BGD6S?OpenDocument>

# ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

## L'activité économique en légère progression



Source : enquête de conjoncture IEDOM (données trimestrielles - CVS)

Après avoir fortement progressé au second semestre 2009, l'indicateur de climat des affaires (ICA) évolue plus lentement depuis le début de l'année. Le troisième trimestre 2010 s'inscrit dans cette tendance. Les évolutions à l'échelle sectorielle sont contrastées : l'activité se contracte ou ralentit dans l'agriculture, l'industrie manufacturière et le BTP, tandis qu'elle reste dynamique dans les services marchands.

Le bulletin économique du troisième trimestre 2010 est disponible sur le [site de l'edom](#).

## Les effets de la loi Lagarde sur les indicateurs de vulnérabilité des ménages

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages liés à l'utilisation de moyens de paiement s'améliorent au troisième trimestre 2010. Le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire diminue de 5,7 % par rapport au trimestre précédent (- 3,3 % sur un an). On enregistre également un recul de 13,7 % du stock d'incidents sur paiement par chèque (- 13,0 % en glissement annuel). L'amélioration de ces indicateurs est permise par les nouvelles conditions de radiation du fichier central des chèques (FCC) de la Banque de France. En effet, depuis le 2 juillet 2010, l'émetteur d'un chèque sans provision n'a plus à acquitter de pénalités libératoires en complément de la régularisation de la somme due pour obtenir sa radiation du FCC.

## Une hausse des encours de crédit aux entreprises notamment sur les TPE

Les encours de crédit issus du Service Central des risques (SCR) progressent de 2,8 % à fin septembre 2010 sur un an. Cette hausse est tirée par le financement des très petites entreprises (+ 7,2 %) et des activités immobilières (+5,1 %).

# BREVES ECONOMIQUES

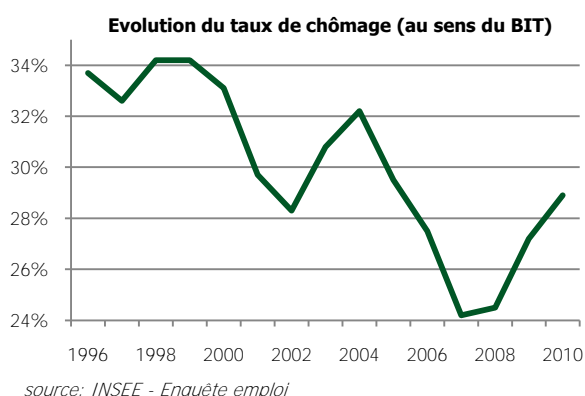
## LES INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
<b>Prix</b> (Insee)	Indice général des prix à la consommation IPC France entière	Octobre 2010	124,0	- 0,1 %	+ 1,6 % + 0,1 %
<b>RMI + RSO</b> (CAF)	Nombre de bénéficiaires du RMI et RSO Cumul des prestations versées (millions d'€)	Octobre 2010	72 895 330,3	+2,4 %	+ 1,5 % + 1,9 %
<b>Commerce extérieur</b> (Douanes)	Importations (en cumul - millions d'€)	Octobre 2010	3 343	-	- 1,8 %
	Exportations (en cumul - millions d'€)		225	-	+ 11,3 %
	Taux de couverture		6,7 %	-	+ 0,8 pt
<b>Demandeurs d'emploi</b> (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie (anciennement cat 1+ cat 2 + cat 3 hors activité réduite)	Octobre 2010	112 898	+ 2,2 %	+ 12,7 %

## LES SECTEURS D'ACTIVITE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
<b>Trafic maritime</b> (DDE)	Trafic de marchandises à Port Réunion (tonnes)	Septembre 2010	301 842	- 27,5 %	- 5,8 %
	Cumul 2010		3 075 979	-	+ 5,8 %
<b>Trafic aéroportuaire</b> (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Octobre 2010	192 614	+41,9 %	+ 15,0 %
	Cumul 2010		1 659 989	-	+ 11,3 %
<b>Construction</b> (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker (millions d'euros)	Septembre 2010	1,2	n.s.	n.s.
	Cumul 2010 (millions d'euros)	cumul Sept.	18,3	+5,2 %	- 9,8 %
	Importation de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Septembre 2010	10,6	n.s.	n.s.
	Cumul 2010 (milliers de tonnes)	cumul Sept.	254,2	+3,3 %	+ 0,3 %
	Effectifs salariés du BTP	Septembre 2010	17 368	+ 0,7 %	- 9,5 %

## Le chômage en hausse en 2010



Selon les résultats de l'enquête emploi réalisée par l'Insee au cours du deuxième trimestre 2010, la population active s'est accrue de 5,2 % en un an. Un peu plus du tiers de cette croissance provient de l'augmentation du nombre d'actifs occupés : 5 000 emplois supplémentaires au deuxième trimestre 2010, dont 54 % d'emplois salariés. Parmi ces derniers, la forte augmentation d'emplois aidés dans les collectivités a permis de compenser les pertes d'emplois dans le secteur marchand.

Avec une progression du nombre de chômeurs de 11,6 % sur un an, soit plus de 10 000 personnes supplémentaires, le taux de chômage s'établit à 28,9 %, en augmentation de 1,7 point par rapport au deuxième trimestre 2009.

L'étude est disponible sur le [site de l'Insee](http://www.insee.fr).

## Bilan à mi-parcours des fonds européens 2007-2013

Le comité national de suivi des fonds européens s'est tenu à La Réunion. Il a évalué les réalisations et assuré la révision à mi-parcours de la programmation des opérations au titre de l'objectif de convergence. Entre 2007 et 2013, l'Europe s'engage à aider l'île à hauteur de 1,9 milliard d'euros (infrastructures, routes, formations, pêche, etc.). Ce montant est également abondé de 960 millions d'euros de contreparties provenant de l'État, de la Région et du Département.

## Signature d'un accord-cadre entre la SIDR et Apavou pour l'acquisition de logements

Un accord de vente en état futur d'achèvement (VEFA) a été signé entre un promoteur immobilier - ALOGIA (Filiale du groupe Apavou) et un bailleur social - la SIDR. Cette signature permettra l'acquisition par la SIDR de 800 logements sociaux en quatre ans. La résidence Anthura actuellement en construction (105 logements) à Saint-André est la première opération concernée.

## Le livret d'épargne, premier produit financier des réunionnais

Les résultats de la première enquête Patrimoine à La Réunion réalisée par l'Insee montre que le livret d'épargne est le produit financier le plus répandu à La Réunion en 2010. Trois ménages réunionnais sur quatre détiennent cette forme d'épargne. Cette prédominance s'explique par le caractère liquide et peu risqué de ce type de placement. Le taux de détention reste néanmoins moins élevé qu'en France métropolitaine (85 %). L'immobilier constitue une autre composante importante du patrimoine des réunionnais. Près de six ménages sur dix sont en effet propriétaires de leur résidence principale. L'assurance-vie est également une épargne prisée. Elle est détenue par 19,3 % des ménages réunionnais (contre 34,7 % en métropole). L'étude est disponible sur le [site de l'Insee](http://www.insee.fr).

## Coopération entre La Réunion et l'État d'Australie du Sud

Le président de la Région Réunion et le premier ministre de l'État de l'Australie méridionale ont signé un accord d'intention afin de permettre le développement des échanges entre les deux îles dans différents domaines (économie, éducation et culture). Concernant le développement économique, les énergies renouvelables notamment le photovoltaïque ont été identifiées comme éléments moteurs de cette collaboration.

## Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,00%	13/05/2009
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/10)				
ANNEE	2010	0,65% JO du 11/02/10	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2009	3,79% JO du 11/02/09	1,75%	1,75%	2,25%	2,50%	1,25%

\* hors prime d'Etat

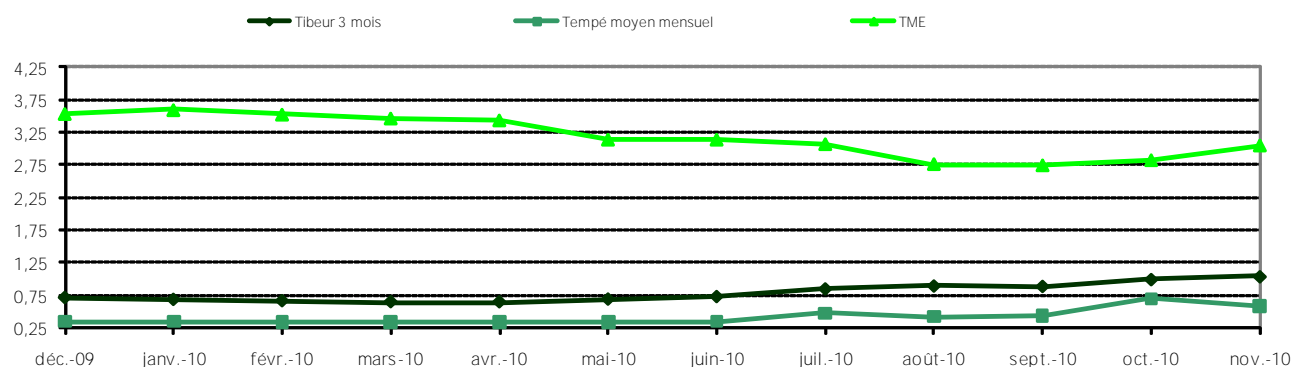
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Novembre 2010)			
Août	Septembre	Octobre	Novembre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,4199%	0,4431%	0,6967%	0,5777%	0,8330%	1,0420%	1,2690%	1,5400%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Août	Septembre	Octobre	Novembre	Août	Septembre	Octobre	Novembre
2,76%	2,74%	2,82%	3,05%	2,96%	2,94%	3,02%	3,25%

## Taux de l'usure (applicable à partir du quatrième trimestre 2010)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises		Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>					
Prêts à taux fixe		5,60%			
Prêts à taux variable		5,05%			
Prêts relais		6,27%			
<b>Autres prêts</b>					
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €		21,32%			
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts viagers hypothécaires		19,32%	Découverts en compte (1)		13,59%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 €		8,15%			

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

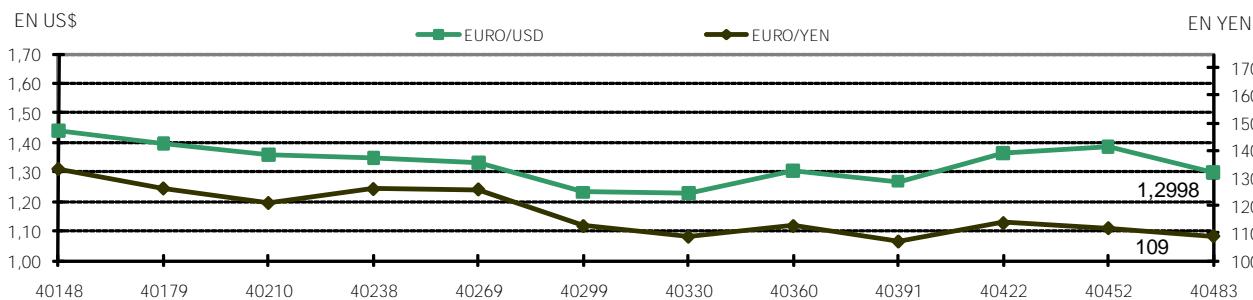
## Taux des marchés monétaires et obligataires



## Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,2998	EURO/ZAR (Afrique du sud)	9,2714	EURO/SRD (Surinam)	3,58110
EURO/JPY (Japon)	109,0000	EURO/BWP (Botswana)	8,83210	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,33500
EURO/CAD (Canada)	1,3306	EURO/SCR (Seychelles)	16,0436	EURO/DOP (Rép. Dom.)	48,5861
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,83770	EURO/MUR (Maurice)	39,0691	EURO/BBD (La Barbade)	2,60900
EURO/SGD (Singapour)	1,7219	EURO/BRL (Brésil)	2,2373	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,29660
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,0979	EURO/VEF (Vénézuéla)	3,38760	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2654,65	EURO/XCD (Dominique)	3,5221	EURO/FC (Comores)	491,96775

## Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



## Taux de conversion irrévocables pour les 16 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0429300 MTL	30,1260 SKK